

Ces chercheurs américains qui font les beaux jours de nos universités

Emma Ferrand

Face aux coupes budgétaires de Donald Trump, des dizaines d'enseignants, souvent passés par de prestigieuses facs, ont rallié la France.

« Je ne comprends pas que l'on puisse faire de la recherche un sujet politique. Donald Trump est en train de détruire ce qui fait des États-Unis le pays le plus puissant du monde. » Après quelques années au Cern, le laboratoire européen pour la physique des particules, en Suisse, puis au Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux États-Unis, Kenneth Long a fait le choix de retourner en Europe pour la suite de sa carrière. Depuis janvier dernier, il est chargé de recherche au sein du CNRS et de l'université Claude Bernard, à Lyon. Par intérêt professionnel, mais aussi parce que « rien ne (lui) donne envie de rentrer » dans son pays natal pour le moment.

Kenneth Long est loin d'être le seul chercheur à avoir préféré quitter les États-Unis ces derniers mois. Début 2025, à peine de retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a lancé une offensive contre l'enseignement supérieur, accusant les universités les plus prestigieuses, comme Harvard, Columbia ou Berkeley, d'avoir notamment laissé prospérer l'antisémitisme et de ne pas avoir jugulé les manifestations liées au conflit israélo-palestinien sur leurs campus. Près de 60 établissements avaient fait l'objet d'enquêtes par les départements de la Justice, de l'Éducation et de la Santé. Ces institutions avaient alors vu tout ou partie de leurs subventions allouées à la recherche - des milliards de dollars sur plusieurs années - gelées ou suspendues en échange d'un accord avec le gouvernement fédéral ou de la fermeture de programmes internes liés à la diversité ou à l'inclusion. De quoi pousser les enseignants se sentant menacés dans leur liberté académique à quitter les États-Unis.

Une opportunité pour les universités et laboratoires français de recruter des

scientifiques hors pair. Le 5 mai 2025, à Paris, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et Emmanuel Macron annonçaient, au lancement de Choose Europe for Science, une « nouvelle enveloppe de 500 millions d'euros » pour 2025-2027 afin de permettre, entre autres, le recrutement de nouveaux chercheurs. De son côté, le président français lançait un fonds de 100 millions d'euros (Choose France for Science). Au même moment, le Centre national de la recherche scientifique créait Choose CNRS. Selon les chiffres de Campus France diffusés en avril dernier, sur les 46 chercheurs lauréats du programme Choose France for Science, 41 exerçaient aux États-Unis. Parmi les lauréats, à ce jour, 18 ont été recrutés par le CNRS dans le cadre du programme Choose France for Science. Mais grâce à un investissement interne, certains établissements ont pu recruter davantage d'effectifs encore.

Le 6 mars 2025, l'université d'Aix-Marseille se lançait la première dans le projet de recruter des enseignants américains et investissait 17 millions d'euros pour le programme « Safe Place for Science ». Après avoir reçu plus de 600 candidatures, l'institution a finalement retenu 21 noms. Depuis, 11 chercheurs ont rejoint les rangs de l'université, quand 16 arriveront en décembre prochain. Une aubaine pour ces enseignants mais aussi pour l'établissement. « Ce programme a offert à l'université d'Aix-Marseille une visibilité bien plus importante que nous ne l'espérons », confie Éric Berton, président de l'institution. Avant d'ajouter : « Apparemment, la Maison-Blanche a été tenue informée de la création de notre programme, mais nous n'avons reçu aucune pression de leur part. »

D'autres établissements ont emboîté le pas d'Aix-Marseille. En cette ren-



Éric Berton, président de l'université d'Aix-Marseille, lors d'une conférence de presse pour présenter la première journée d'accueil des scientifiques américains, à Marseille, le 26 juin 2025. C. MAHOUEAU / AFP

trée, Sciences Po Paris se félicite d'avoir recruté une dizaine d'enseignants « issus des plus grandes universités américaines ». « Nous nous honorons particulièrement de l'arrivée de Jack Willis au sein de notre département d'économie, passé par les universités de Harvard et de Columbia », souligne Paul-André Rosental, directeur scientifique de l'institut d'études politiques.

L'école d'ingénieurs CentraleSupélec a de son côté également débloqué 3 millions d'euros pour recruter deux enseignants de Berkeley et Columbia. L'un est spécialiste du développement de l'intelligence artificielle dans les véhicules autonomes, quand l'autre est expert en génie pour les voitures électriques. « Recruter des chercheurs qui ont passé du temps à l'étranger est tou-

jours bénéfique, d'autant plus quand ils viennent d'universités prestigieuses, car ils ont des méthodes de travail différentes », explique Paul-Henry Cournède, directeur de la recherche de CentraleSupélec.

« Être utile pour la France »

En quelques mois, il constate déjà les bénéfices de cette collaboration. « Aux États-Unis, ils ont davantage l'habitude d'écrire des projets pour obtenir des financements. Leur présence enrichit donc les laboratoires d'un point de vue intellectuel, mais aussi financier », sourit Paul-Henry Cournède. Mladen Cicic, l'un des deux chercheurs embauchés par l'école d'ingénieurs, compte bien apporter sa pierre à l'édifice. « C'est une si belle opportunité. J'espère pouvoir être utile pour la France et contribuer du mieux que je peux à la rédaction d'articles de recherche », confie le Suédois qui vient de quitter son poste de chercheur à Berkeley.

Les bourses de « Choose France for Science » et « Safe place for Science » sont attribuées pour trois ans. Ainsi,

d'ici quelques mois, les enseignants auront la possibilité de repartir outre-Atlantique, ou de rester en France, si les finances des établissements le permettent. Pour Jean-Philippe Avouac, qui avait rejoint Caltech en Californie il y a vingt ans, « le rêve américain dans les universités, c'est fini ». « À l'époque où je suis parti, le modèle universitaire était le meilleur du monde. Aujourd'hui, je suis rentré, et je pense que je ne repartirai plus », sourit le sismologue français, fraîchement nommé directeur de l'institut de physique du globe de Paris, rattaché à l'université Paris-Cité.

D'autres établissements ont pris le parti d'embaucher leurs enseignants exilés des États-Unis en contrat à durée indéterminée. C'est le cas de Kenneth Long, qui assure néanmoins « ne vouloir prendre la place d'aucun chercheur français ». « C'est une chance de pouvoir venir en France et c'est une bonne initiative que les universités ouvrent davantage de financements dans la recherche fondamentale. Je tâcherai d'être à la hauteur », assure-t-il. ■

Comment Kartik Sheth, ancien numéro trois de la Nasa, a atterri à Aix-Marseille

Après 30 ans de bons et loyaux services pour les États-Unis, Kartik Sheth a été contraint de quitter son poste de numéro trois de la Nasa, à Washington, en mars 2025. La conséquence de la politique de Donald Trump, qui a gelé ou suspendu les subventions allouées à la recherche de dizaines d'établissements et amputé le budget de la Nasa d'un quart. Après la fermeture de l'ensemble de son bureau, Kartik Sheth a finalement préféré traverser l'Atlantique pour développer ses travaux, et ce malgré un salaire bien moindre que celui que peuvent percevoir les chercheurs aux États-Unis. L'astrophysicien, spécialiste de la formation et de l'évolution des galaxies, a été accueilli par l'université d'Aix-Marseille dans le cadre de son programme « Safe place for science », mais aussi du dispositif « Choose France for science », mis en place par l'État. Ces deux programmes sont à destination des chercheurs étrangers, majoritairement américains, pour les attirer dans les universités françaises.

LE FIGARO. - Pourquoi avoir décidé de quitter les États-Unis plutôt que de trouver un autre poste dans une faculté américaine ? KARTIK SETH. - Quand j'ai appris la fermeture de mon bureau, j'ai évidemment été choqué, moi qui n'ai jamais été au chômage en 40 ans. Mais au fond, j'ai toujours fait en sorte de changer de travail tous les six ou huit ans. J'ai donc écrit à mes confrères du monde entier pour leur faire part de mon projet. Olivier Ilbert, chercheur au laboratoire d'astrophysique de Marseille, m'a dit : « Tu devrais postuler pour le programme "Safe place for science" de mon université ». J'avais une semaine pour me renseigner et candidater avant que le recrutement ne se termine.

En parallèle, j'ai également postulé au programme « Choose France for science », et on m'a offert une bourse pour trois ans. Avec la contrainte de laisser mon épouse, qui ne souhaitait pas quitter son emploi pour me rejoindre, et mes parents, âgés de 80 ans, aux États-Unis. Pourtant, j'aurais pu rester : j'avais candidaté à l'UC Santa Barbara pour un poste de vice-chancelier à la recherche et à l'université de Floride pour le poste de directeur de l'institut Astraeus. Finalement, Marseille semblait être une suite logique de ma carrière.

« J'ai pour objectif de tisser un lien entre le milieu académique, le gouvernement et le secteur privé, et d'accélérer l'économie spatiale dans le sud-est du pays »

Kartik Sheth

Vous avez signé un contrat pour trois ans à l'université d'Aix-Marseille. À terme, quel est l'objectif ? Rentrer aux États-Unis ou rester en France ? Je rentrerai sans doute chez moi, d'abord pour retrouver ma famille, en particulier mes parents qui sont âgés. Je dois m'occuper d'eux. Bien que j'apprécie la culture du travail à la française, où l'on respecte des temps de déconnexion sans être moins ambitieux, alors qu'aux États-Unis, l'on nous demande d'être productifs jour et nuit, y compris les week-ends.

Je suis venu en France parce que je me suis aussi fixé une mission : contribuer au rayonnement scientifique de Marseille et du pays. J'ai pour objectif de tisser un lien entre le

milieu académique, le gouvernement et le secteur privé, et d'accélérer l'économie spatiale dans le sud-est du pays. Mais aussi de créer des partenariats entre la France et les États-Unis, notamment pour le projet de radiotélescope Square Kilometre Array. Si vous revenez à la Seconde Guerre mondiale, lorsque la France était en difficulté, les États-Unis sont venus à leur secours avec l'Institut Rockefeller. Les États-Unis et la France ont toujours très bien travaillé ensemble. J'ai aussi l'envie d'élargir le programme Imera d'Aix-Marseille, qui vise à accueillir des chercheurs étrangers ici pour de courtes périodes, de manière durable, pour renforcer les collaborations entre les chercheurs.

Ce changement de poste est donc une plus-value pour votre carrière, mais aussi pour la France... La recherche française est réputée à l'échelle mondiale dans de nombreux domaines. En histoire, en biologie, mais aussi en astrophysique, pour ne citer que ces exemples. Mais elle a besoin de collaborer avec d'autres chercheurs venus d'autres pays. C'est ainsi que nous pourrions repousser les limites de la science. Aucun pays n'est assez riche pour le faire seul, alors autant partager nos expériences et connaissances plutôt que d'être dans un processus compétitif.

Les Indiens ont inventé le zéro et les Arabes ont fait leur part en mathématiques. À la Renaissance, les Européens ont fait le tour du monde... Il n'est pas question pour mes confrères et moi d'organiser une fuite des cerveaux des États-Unis vers la France. Nous partageons le même ciel et nous devons œuvrer pour la paix et la sécurité et travailler ensemble. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. F.

ARTCURIAL



HERMÈS
Service « Jardin de Pythagore »
Porcelaine

ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Art de vivre Hermès, Vuitton, Dior...

Vente en préparation - 22 octobre 2026

Clôture du catalogue 1^{er} octobre lbest@artcurial.com +33 (0)1 58 56 38 13